

QUELLE RÉFORME DE LA FISCALITÉ ?

Lundi 31 Mars 20h15
Athénée Municipal
Bordeaux

DÉBATTONS DES ALTERNATIVES



Yamina Kraria
CGT Finances
Patrick Merian
Solidaires Finances
Michel Fourcade

Commission finances régionales CESER Aquitaine

Programme

A partir de quelques scénarios filmés « Dette, mythe ou réalité ? » et « La fabuleuse histoire de M. et Mme Pognon » présentation des dernières réformes fiscales qui bénéficient toujours aux plus hauts revenus, tandis que la TVA pèse injustement sur les bas salaires, les revenus les plus modestes et les couches moyennes.

Quelles alternatives à l'actuelle réforme tant au niveau de la fiscalité nationale que de la fiscalité locale ?

QUELLE RÉFORME DE LA FISCALITÉ ?

Lundi 31 Mars 20h15
Athénée Municipal
Bordeaux

DÉBATTONS DES ALTERNATIVES



Yamina Kraria
CGT Finances
Patrick Merian
Solidaires Finances
Michel Fourcade

Commission finances régionales CESER Aquitaine

Programme

A partir de quelques scénarios filmés « Dette, mythe ou réalité ? » et « La fabuleuse histoire de M. et Mme Pognon » présentation des dernières réformes fiscales qui bénéficient toujours aux plus hauts revenus, tandis que la TVA pèse injustement sur les bas salaires, les revenus les plus modestes et les couches moyennes.

Quelles alternatives à l'actuelle réforme tant au niveau de la fiscalité nationale que de la fiscalité locale ?

Le CAC 33 : qui sommes nous ?

Nous avons créé au plan national et local des collectifs pour un audit citoyen, avec des syndicats et associations, avec des experts indépendants, avec nos collègues, nos voisins et concitoyens.

Pourquoi ?

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias.

Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ».

Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe.

Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ?

Cette dette a-t-elle été toute entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut-elle être considérée en partie comme illégitime ?

Qui détient ses titres et profite de l'austérité ? Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ?

Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers. Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d'un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun.

En fin de compte, ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ?

Nous décidons d'engager le débat et de nous mobiliser dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, en lançant un vaste audit citoyen de la dette publique.

Si nous pensons qu'il est légitime et nécessaire d'emprunter à des taux d'intérêt raisonnables pour des réalisations utiles (écoles, hôpitaux...), nous pensons qu'une partie du remboursement de cette dette ne correspond pas à ces critères : c'est pourquoi nous considérons cette dette comme illégitime et nous que nous ne devons pas la payer. Nous exigeons un audit de la dette citoyen de la dette publique.

En Gironde ce collectif a été à l'initiative de plusieurs initiatives en direction des mairies, contre les emprunts toxiques, et de plusieurs débats publics : dette, retraite et aujourd'hui fiscalité. Nous y avons chaque fois proposé des alternatives y compris celle de ne pas payer l'intégralité de la dette.

Pour tout contact : auditdette33@free.fr Site internet : <http://www.audit-citoyen.org>

Le CAC 33 : qui sommes nous ?

Nous avons créé au plan national et local des collectifs pour un audit citoyen, avec des syndicats et associations, avec des experts indépendants, avec nos collègues, nos voisins et concitoyens.

Pourquoi ?

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias.

Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ».

Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe.

Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ?

Cette dette a-t-elle été toute entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut-elle être considérée en partie comme illégitime ?

Qui détient ses titres et profite de l'austérité ? Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ?

Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers. Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d'un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun.

En fin de compte, ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ?

Nous décidons d'engager le débat et de nous mobiliser dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, en lançant un vaste audit citoyen de la dette publique.

Si nous pensons qu'il est légitime et nécessaire d'emprunter à des taux d'intérêt raisonnables pour des réalisations utiles (écoles, hôpitaux...), nous pensons qu'une partie du remboursement de cette dette ne correspond pas à ces critères : c'est pourquoi nous considérons cette dette comme illégitime et nous que nous ne devons pas la payer. Nous exigeons un audit de la dette citoyen de la dette publique.

En Gironde ce collectif a été à l'initiative de plusieurs initiatives en direction des mairies, contre les emprunts toxiques, et de plusieurs débats publics : dette, retraite et aujourd'hui fiscalité. Nous y avons chaque fois proposé des alternatives y compris celle de ne pas payer l'intégralité de la dette.

Pour tout contact : auditdette33@free.fr Site internet : <http://www.audit-citoyen.org>